

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°18-2021-08-014

PUBLIÉ LE 27 AOÛT 2021

Sommaire

Direction Départementale des Territoires 18 / SAJSER

18-2021-08-23-00001 - Arrêté N° DDT 2021-213 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) du Cher rural dans le département du Cher (7 pages)

Page 3

Direction Départementale des Territoires 18 / SER

18-2021-08-27-00003 - AP DDT-2021-219 constatant les franchissements de seuils sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le Cher (19 pages)

Page 11

18-2021-08-27-00004 - AP DDT-2021-220 réglementant pour 2021 les prélèvements pour l'irrigation dans le bassin versant Yèvre amont, Auron, Airain, Rampennes, Colin, Ouâtier, Langis (7 pages)

Page 31

Direction Départementale des Territoires 18

18-2021-08-23-00001

Arrêté N° DDT 2021-213 prescrivant l'ouverture
d'une enquête publique relative au projet de
révision du plan de prévention des risques
d'inondation (PPRi) du Cher rural
dans le département du Cher

ARRÊTÉ N° DDT 2021-213

prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de révision
du plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) du Cher rural
dans le département du Cher

Le Préfet du Cher,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants, L562-1 et suivants, R123-1 et suivants, R181-1 et suivants et R562-1 et suivants ;

Vu le décret du 5 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-0876 du 12 juillet 2019 prescrivant la révision du plan de prévention des risques d'inondation de la rivière le Cher dans le département du Cher sur les communes d'Epineuil-le-Fleuriel, La Perche, Ainay-le-vieil, Coust, Colombiers, Drevant, La Groutte, Saint-Georges-de-Poisieux, Bouzais, Bruère-Allichamps, Nozières, Farges-Allichamps, Vallenay, Saint-Loup-des-Chaumes, Crézancay-sur-Cher, Venesmes, Châteauneuf-sur-Cher, Corquoy, Lapan, Lunery, Saint-Caprais, Saint-Florent-sur-Cher, Villeneuve-sur-Cher, Sainte-Thorette, Preuilly, Quincy, Brinay, Foëcy, Saint-Hilaire-de-Court, Méry-sur-Cher, Saint-Georges-sur-la-Prée et Thénioux ;

Vu le dossier présenté par la direction départementale des territoires du Cher ;

Vu la décision n°F-024-19-P-032 du 24 mai 2019 de l'autorité environnementale de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Vu les consultations réalisées conformément à l'article R. 562-7 du code de l'environnement

Vu la lettre du service environnement et risques (SER) de la direction départementale des Territoires du Cher du 23 juin 2021 relative à la demande d'organisation de l'enquête publique ;

Vu la décision n° 21000081/45 de monsieur le Président du tribunal administratif d'Orléans du 7 juillet 2021 portant désignation d'une commission d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-0004 du 7 janvier 2021 accordant délégation de signature à monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-202-044 du 01 mars 2021 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des Territoires du Cher ;

Considérant que la commission d'enquête, représentée par son président, a été consultée sur les modalités de l'organisation de l'enquête publique ;

Sur la proposition du directeur départemental des Territoires du Cher,

ARRÊTE :

Article 1 : Date et durée de l'enquête publique – objet et caractéristiques principales du projet

→ **Date et durée**

Du **lundi 04 octobre 2021 (13h30) au mardi 9 novembre 2021 (17h30)**, soit pendant **37** jours consécutifs, il sera procédé à une enquête publique relative au projet de révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) du Cher rural.

→ **Objet et caractéristiques**

Le projet présenté par la direction départementale des territoires concerne 32 communes réparties de la manière suivante :

- Épineuil-le-Fleuriel, La-Perche, Ainay-le-vieil, Saint-Georges-de-Poisieux, rattachées à la communauté de communes Berry-Grand-Sud,
- Coust, La Grotte, Colombiers, Drevant, Bouzais, Nozières, Farges-Allichamps, Bruère-Allichamps, rattachées à la communauté de communes Le-Cœur-de-France,
- Vallenay, Crézançay-sur-Cher, Saint-Loup-des-Chaumes, Venesmes, Châteauneuf-sur-Cher, Corquoy, Lapan, rattachées à la communauté de communes Arnon-Boischaut-Cher,
- Lunery, Saint-Caprais, Saint-Florent-sur-Cher, Villeneuve-sur-Cher, rattachées à la communauté de communes Fercher-Pays-Florentais,
- Sainte-Thorette, Preuilly, Quincy, Brinay, rattachées à la communauté de communes Cœur-de-Berry,
- Foëcy, Saint-Hilaire-de-Court, Saint-Georges-sur-la-Prée, Méry-sur-Cher, Thénioux, rattachées à la communauté de communes Vierzon-Sologne-Berry.

Article 2 : Commission d'enquête

Pour cette enquête publique, le tribunal administratif d'Orléans a constitué une commission d'enquête composée de Monsieur Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite (Président), et de Messieurs Jean-Jacques ROUSSEAU, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite, et Jean-Pierre VIROULAUD, secrétaire général de la direction départementale des territoires en retraite (membres titulaires).

En cas d'empêchement de Monsieur Alain VAN KEYMEULEN, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU, premier membre titulaire de la commission.

Article 3 : Lieu et siège de l'enquête – jours et horaires de consultation du dossier

Le dossier soumis à l'enquête publique sera mis à disposition dans chacune des mairies d'Épineuil-le-Fleuriel, La Perche, Ainay-le-vieil, Coust, Colombiers, Drevant, La Grotte, Saint-Georges-de-Poisieux, Bouzais, Bruère-Allichamps, Nozières, Farges-Allichamps, Vallenay, Saint-Loup-des-Chaumes, Crézançay-sur-Cher, Venesmes, Châteauneuf-sur-Cher, Corquoy, Lapan, Lunery, Saint-Caprais, Saint-Florent-sur-Cher, Villeneuve-sur-Cher, Sainte-Thorette, Preuilly, Quincy, Brinay, Foëcy, Saint-Hilaire-de-Court, Méry-sur-Cher, Saint-Georges-sur-la-Prée et Thénioux.

Le **siège de l'enquête** sera situé à la mairie de Châteauneuf-sur-Cher.

Le public pourra consulter et prendre connaissance du dossier selon les modalités suivantes :

- en version papier et en version électronique, mise à disposition sur un poste informatique, au siège de l'enquête publique, à la

Mairie de Châteauneuf-sur-Cher
Place de l'Hôtel de Ville - 18190 Châteauneuf-sur-Cher
aux horaires habituels d'ouverture :
Lundi de 13h30 à 17h30
Mardi-Mercredi-Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
Jeudi-Samedi de 9h00 à 12h00

- en version papier, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et horaires habituels d'ouverture ci-après :

Communes	Adresses	Heures d'ouverture
Ainay-le-vieil	23, rue Jean Valette	Mardi-Mercredi-Jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 19h30 Vendredi de 08h00 à 12h00
Bouzais	15, route de St Amand	Lundi de 14h00 à 18h00 Mardi de 10h00 à 12h00 Jeudi de 15h00 à 19h00
Brinay	Le Bourg	Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi de 13h30 à 17h30 Mercredi de 8h00 à 12h00
Bruère-Allichamps	Place Louis Margueritat	Lundi de 14h00 à 18h00 Mardi-Mercredi de 13h30 à 17h30 Vendredi de 14h00 à 17h00
Châteauneuf-sur-Cher	Place de l'Hôtel de Ville	Lundi de 13h30 à 17h30 Mardi-Mercredi-Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 Jeudi-Samedi de 9h00 à 12h00
Colombiers	Rue Jumelle	Lundi-Mardi-Jeudi de 14h00 à 19h00 Mercredi-Vendredi de 9h00 à 12h00
Corquoy	Les Elfes	Mardi-Vendredi de 9h00 à 16h00
Coust	23 route d'Ainay	Lundi-Jeudi de 14h00 à 17h00 Mardi de 14h00 à 18h00 Vendredi de 9h00 à 12h00
Crézancay-sur-Cher	Le Bourg	Mardi-Jeudi de 10h00 à 12h00
Drevant	2, place de l'Eglise	Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Epineuil-le-Fleuriel	Route de Vallon	Mardi-Jeudi de 9h00 à 12h30 Vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30
Farges-Allichamps	Le Bourg	Lundi-Mercredi de 8h00 à 12h00 Mardi de 14h00 à 19h00 Vendredi de 14h00 à 16h00
Foëcy	21, rue Gaston Cornavin	Lundi au vendredi de 8h45 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 Samedi 8h45 à 12h00
La Groutte	Le Bourg	Lundi-Jeudi de 14h00 à 17h30 Mardi-Vendredi de 9h00 à 12h30
La Perche	Route d'Urçay	Lundi de 14h00 à 18h00 Mercredi-Jeudi de 8h00 à 12h00
Lapan	Le Bourg	Lundi-Jeudi de 9h00 à 16h00
Lunery	Le Bourg	Lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
Méry-sur-Cher	Le Bourg	Lundi de 13h00 à 17h00 Mercredi de 10h00 à 12h00 Jeudi de 15h00 à 18h00 Vendredi de 13h30 à 18h00
Nozières	La Forêt	Mardi-Vendredi de 9h00 à 12h00
Preuilly	6, place de l'Eglise	Lundi au vendredi de 8h30 à 12h00
Quincy	9, place de la Mairie	Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi de 14h00 à 17h00 Mercredi de 10h à 12h00

Communes	Adresses	Heures d'ouverture
Saint-Caprais	3, rue Néré	Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi de 14h00 à 18h00 Mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
Saint-Florent-sur-Cher	Place de la République	Lundi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 Mardi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 Vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Saint-Georges-de-Poisieux	15 résidence Malza	Lundi-Jeudi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 Mercredi de 8h00 à 12h00 Vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Saint-Georges-sur-la-Prée	8, rue Dampierre	Mardi-Mercredi-Samedi de 10h00 à 12h00 Jeudi-Vendredi de 14h00 à 17h00
Saint-Hilaire-de-Court	3, rue St Georges	Lundi-Mardi de 13h00 à 17h00 Mercredi de 14h00 à 17h00 Jeudi de 9h30 à 12h15 et de 13h00 à 17h00 Vendredi de 13h00 à 17h15
Saint-Loup-des-Chaumes	2, route de Bigny	Lundi de 14h00 à 19h00 Mercredi-Vendredi de 9h00 à 12h00
Sainte-Thorette	Route de Mehun	Mardi au samedi de 9h00 à 12h00
Thénioux	4, place de l'Eglise	Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi de 15h00 à 18h00
Vallenay	Avenue Hubert Gaullier	Lundi-Mardi-Vendredi de 9h30 à 12h30 et de 15h00 à 17h00 Mercredi-Jeudi de 9h30 à 12h30
Venesmes	7, Place de la Mairie	Lundi au samedi de 9h00 à 12h00
Villeneuve-sur-Cher	2, Route de Charost	Lundi-Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 Vendredi de 9h00 à 12h00

- sous format numérique sur le site internet départemental de l'État (IDE) : www.cher.gouv.fr ; onglet « publications », rubrique « enquêtes publiques » et sur le site <http://revision-ppri-cher-rural.enquetepublique.net>

Article 4 : Observations et propositions du public – correspondances

Pendant toute la durée de l'enquête :

- le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chacun des lieux d'enquête, aux jours et horaires habituels d'ouverture indiqués à l'article 3 ;

- les observations et propositions écrites et orales du public seront également reçues par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures des permanences fixées comme suit :

Date	Mairie	Heure de permanence
lundi 4 octobre 2021	Châteauneuf-sur-Cher	13h30-17h30
mardi 5 octobre 2021	Nozières	09h00-12h00
mardi 5 octobre 2021	Drevant	13h30-16h30
jeudi 7 octobre 2021	Ainay-le-vieil	09h00-12h00
jeudi 7 octobre 2021	Saint-Hilaire-de-Court	09h30-12h15
jeudi 7 octobre 2021	Brinay	13h30-17h30
jeudi 7 octobre 2021	Bouzais	15h00-18h00

Date	Mairie	Heure de permanence
mardi 12 octobre 2021	La Groutte	09h00-12h00
mardi 12 octobre 2021	Colombiers	14h00-17h00
mercredi 13 octobre 2021	Saint-Caprais	09h00-12h00
mercredi 13 octobre 2021	Lunery	14h00-18h00
vendredi 15 octobre 2021	Foëcy	08h45-12h00
vendredi 15 octobre 2021	Saint-Georges-sur-la-Prée	14h00-17h00
samedi 16 octobre 2021	Venesmes	09h00-12h00
lundi 18 octobre 2021	Saint-Loup-des-Chaumes	14h00-19h00
mardi 19 octobre 2021	Preuilly	08h30-12h00
mardi 19 octobre 2021	Thénioux	15h00-18h00
jeudi 21 octobre 2021	Lapan	13h00-16h00
samedi 23 octobre 2021	Sainte-Thorette	09h00-12h00
mardi 26 octobre 2021	Crézancay-sur-Cher	09h00-12h00
mardi 26 octobre 2021	Quincy	14h00-17h00
mardi 26 octobre 2021	Farges-Allichamps	14h00-19h00
mercredi 27 octobre 2021	La Perche	09h00-12h00
mercredi 27 octobre 2021	Bruère-Allichamps	14h00-17h00
vendredi 29 octobre 2021	Saint-Georges-de-Poisieux	09h00-12h00
vendredi 29 octobre 2021	Epineuil-le-Fleuriel	13h30-16h30
mardi 2 novembre 2021	Vallenay	09h30-12h30
mardi 2 novembre 2021	Corquoy	13h00-16h00
jeudi 4 novembre 2021	Villeneuve-sur-Cher	09h00-12h00
jeudi 4 novembre 2021	Méry-sur-Cher	15h00-18h00
mardi 9 novembre 2021	Saint-Florent-sur-Cher	13h30-17h30
mardi 9 novembre 2021	Coust	14h00-17h00
mardi 9 novembre 2021	Châteauneuf-sur-Cher	13h30-17h30

Les maires des communes concernées seront entendus par un membre de la commission lors des permanences prévues dans chaque commune.

- les observations et propositions du public pourront également être adressées :

→ par voie postale, au siège de l'enquête, à la mairie de Châteauneuf-sur-Cher – M. le Président de la commission d'enquête – Enquête publique PPRi Cher rural (à l'adresse indiquée à l'article 3)

→ par voie électronique à l'adresse suivante : revision-ppri-cher-rural@enquetepublique.net

→ sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <http://revision-ppri-cher-rural.enquetepublique.net> ou via le site internet départemental de l'État : www.cher.gouv.fr ; onglet « publication », rubrique « enquêtes publiques ».

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ou déposées en mairie seront annexées au registre d'enquête où elles seront consultables.

Les correspondances transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <http://revision-ppri-cher-rural.enquetepublique.net>.

Article 5 : Communication du dossier

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès de l'autorité organisatrice : Préfet du Cher – DDT du Cher – Service affaires juridiques, sécurité et éducation routières – Bureau réglementation et appui juridique – 6, place de la pyrotechnie – 18019 Bourges Cedex, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article 6 : Responsable du projet

Des informations sur le projet peuvent être demandées à Monsieur Dominique OUDOT – direction départementale des Territoires du Cher / service Environnement et Risques / bureau Prévention des Risques - 6, place de la pyrotechnie – 18019 Bourges Cedex - Téléphone : 02.34.34.61.74 – Courriel : ddt-ser-bpr@cher.gouv.fr.

Article 7 : Mesures de publicité

→ **Par voie de presse**

Un avis annonçant l'enquête publique sera publié, quinze jours au moins avant son ouverture, dans deux journaux diffusés dans le département : « le Berry Républicain » et « l'Information Agricole ». Ces annonces seront renouvelées dans les huit premiers jours de l'enquête.

→ **En mairie et au siège de l'enquête**

Ce même avis sera affiché dans les mairies lieux d'enquête, définies à l'article 3, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée. Cet avis sera affiché de façon à être visible en dehors des heures d'ouverture.

À l'issue de l'enquête, les maires des communes lieux d'enquête certifieront l'accomplissement de cette formalité auprès de l'autorité organisatrice : Préfet du Cher – DDT du Cher (à l'adresse indiquée à l'article 5).

→ **Sur le site internet de l'État**

L'arrêté et l'avis d'enquête seront consultables, sur le site internet départemental de l'État (IDE), dans les mêmes conditions de délais et de durée : www.cher.gouv.fr ; onglet « publications », rubrique « enquêtes publiques ».

→ **Sur le lieu du projet**

Il appartient au responsable de projet, conformément à l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement, de procéder à l'affichage du même avis **en format A2 (en caractère noir sur fond jaune), avec pour titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » (en majuscule et caractères gras d'au moins 2 cm de hauteur)**, sur le lieu d'implantation du projet, quinze (15) jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci. Cet avis devra en outre être visible des voies publiques.

Article 8 : Ouverture - clôture de l'enquête – rapport et conclusions

→ **Ouverture de l'enquête**

Elle sera ouverte par le président de la commission d'enquête. Les registres seront cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête. Ils seront signés par chaque maire des communes lieux d'enquête.

→ **Clôture de l'enquête**

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête et les documents annexés de toutes les communes désignées lieux d'enquête seront remis ou transmis sans délais à la commission d'enquête. Chaque registre sera clos et signé par ses soins.

Après clôture des registres d'enquête, le président de la commission d'enquête rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable de projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un **procès-verbal de synthèse**.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses éventuelles observations.

→ **Rapport et conclusions**

Après examen de l'ensemble des pièces et audition de toute personne qu'elle aura jugée utile de consulter, la commission d'enquête rédigera un rapport sur le déroulement de l'enquête publique. Elle consignera dans un document séparé, ses conclusions motivées, datées et signées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables.

La commission d'enquête remettra son rapport et ses conclusions, accompagnés de l'exemplaire du dossier mis à disposition au siège de l'enquête, les registres d'enquête et documents annexés, à monsieur le Préfet du Cher - DDT du Cher - dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public dans chacune des mairies des communes concernées, et à la préfecture du Cher (DDT du Cher – Service affaires juridiques, sécurité et éducation routières – bureau réglementation et appui juridique) pendant un an à compter de la clôture de l'enquête. Ils seront également consultables sur le site internet départemental de l'État : www.cher.gouv.fr, dans les mêmes conditions de délais.

Article 9 : Frais de l'enquête

L'indemnisation de la commission d'enquête, ainsi que les frais d'affichage et de publication dans la presse, sont à la charge du porteur de projet.

Article 10 : Autorisation

Monsieur le Préfet du Cher est l'autorité compétente pour prendre, par arrêté préfectoral, la décision relative à ce plan de prévention des risques inondation.

Article 11 : Exécution

Monsieur le directeur départemental des Territoires du Cher, mesdames et messieurs les maires des communes concernées, monsieur le responsable du projet et messieurs les membres de la commission d'enquête, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher. Une copie leur sera adressée ainsi qu'à monsieur le Président du tribunal administratif d'Orléans.

Bourges, le 23 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,

Signé

Maxime CUENOT

Voies et délais de Recours

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application «télérecours citoyens» accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Direction Départementale des Territoires 18

18-2021-08-27-00003

AP DDT-2021-219 constatant les franchissements de seuils sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le Cher

Arrêté N°DDT-2021-219

Constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-10, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R 211-1 à R 211-9, R 211-66 à R 211-70 relatifs à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne adopté le 4 novembre 2015, approuvé par le préfet coordonnateur le 18 novembre 2015,

Vu l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0004 du 7 janvier 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-044 du 1^{er} mars 2021 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-210 du 18 août 2021 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher,

Vu les mesures de débit des cours d'eau relevées au cours du mois d'août 2021,

Considérant que le débit mesuré de l'Aubois à Grossouvre est inférieur à son seuil de crise depuis le 14 août 2021,

Considérant que le débit mesuré de la Vauvise à Saint-Bouize est compris entre son seuil d'alerte et son seuil d'alerte renforcée depuis le 13 août 2021,

Considérant que le débit mesuré de l'Yèvre à Savigny en Septaine est compris entre son seuil d'alerte renforcée et son seuil de crise depuis le 21 août 2021,

Considérant que le débit mesuré du Cher à Vierzon est compris entre son seuil d'alerte renforcée et son seuil de crise depuis le 24 août 2021,

Considérant que le débit mesuré de l'Auron à Bourges compris entre son seuil d'alerte renforcée et son seuil de crise depuis le 20 août 2021,

Considérant que le débit mesuré de l'Arnon aval à Méreau est compris entre son seuil d'alerte et son seuil d'alerte renforcée depuis le 19 août 2021,

Considérant que les débits mesurés des autres cours d'eau du département se maintiennent au-dessus de leur seuil d'alerte,

Considérant la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau,

Considérant que dans ces conditions, il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau pour préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

Article 1^{er} - ABROGATION

L'arrêté préfectoral n° 2021-210 du 18 août 2021 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte et de crise et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher est abrogé.

Article 2 – PLACEMENT DU DEPARTEMENT EN SITUATION DE VIGILANCE

L'ensemble du département du Cher est placé en VIGILANCE.

Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau. Les services de l'État et les collectivités mettent en place une communication active en direction de l'ensemble des usagers.

Lorsqu'ils ne sont pas concernés par une mesure plus contraignante en vertu de l'article 4, 5 et 6 du présent arrêté, les prélèvements pour l'alimentation du canal de Berry sont réduits de 20 %.

Article 3 – CONSTAT DE FRANCHISSEMENT DES DEBITS SEUILS

Il est constaté en outre, pour les bassins versants ci-dessous, le franchissement du seuil de débit du cours d'eau traduisant une situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise :

- SITUATION D'ALERTE :
 - Bassin de l'Arnon aval
 - Bassin de la Vauvise
- SITUATION D'ALERTE RENFORCEE :
 - Bassin de l'Yèvre amont
 - Bassin de l'Auron
 - Bassin du Cher
- SITUATION DE CRISE :
 - Bassin de l'Aubois

Ces situations nécessitent la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l'eau, telles que définies dans les articles suivants.

La liste des communes concernées est reportée en annexe du présent arrêté. Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et des prélèvements

effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE

Les mesures suivantes sont prises dans les communes des bassins placés en situation d'alerte en vertu de l'article 3 du présent arrêté :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- Les usagers de l'eau à des fins industrielles (hors ICPE) ou d'alimentation en eau potable informent le service de Police de l'eau de leurs besoins réels et prioritaires et de leurs ressources alternatives éventuelles pour une période d'un mois à partir de la publication de l'arrêté. Ces informations sont adressées avec une périodicité de un mois.
- Les préleveurs tiennent à jour un registre de suivi hebdomadaire des installations de prélèvement sur lequel sont indiqués les index hebdomadaires des compteurs : il doit être tenu à disposition des agents de contrôle.
- Les exploitants de systèmes d'assainissement de plus de 2000 équivalents habitants, fournissent au service police de l'eau les volumes journaliers collectés et traités et les résultats de l'autocontrôle et de l'auto-surveillance des quinze jours précédant la publication de l'arrêté, ils l'informent des optimisations possibles du traitement.
- Certains prélèvements pour usage domestique sont interdits : remplissage des piscines privées (hors piscines en construction), remplissage des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs.
- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport, des golfs, des gazons implantés depuis l'automne précédent, et des jeunes arbres et arbustes de moins d'un an est interdit de 10 heures à 20 heures. Les terrains de golfs tiennent un registre de leurs prélèvements, rempli hebdomadairement.
- Le lavage des véhicules est interdit de 12 heures à 17 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- L'alimentation des plans d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit :
 - pour les plans d'eau établis par barrage, l'intégralité du débit entrant devra être restitué à l'aval du barrage,
 - pour les plans d'eau en dérivation de cours d'eau, la prise d'eau devra être fermée.

Cette disposition ne s'applique pas aux plans d'eau soumis au respect d'un débit réservé par un règlement ou un arrêté préfectoral.

- Toute manœuvre de vanne visant à soustraire de l'eau au cours d'eau est interdite. En particulier, il est interdit à tout propriétaire ou utilisateur d'ouvrage de régulation ou de stockage situé sur un cours d'eau ou en dérivation de celui-ci, de modifier par des manœuvres les niveaux dans les biefs et de provoquer des variations de débit à l'aval.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 60 %.

- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 10%.

Article 5 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE RENFORCÉE

Les dispositions suivantes s'ajoutent à celles définies à l'article précédent dans les communes des bassins placés en situation d'alerte renforcée en vertu de l'article 3 du présent arrêté :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 6 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 6 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'ICPE mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte renforcée prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- A l'exception des massifs fleuris, des gazons implantés à l'automne et des jeunes arbres et arbustes de moins d'un an, l'arrosage des pelouses, des espaces verts, des terrains de sport et des golfs (à l'exception des « greens et départs ») est interdit.
- L'arrosage des massifs fleuris, des gazons implantés à l'automne, des jeunes arbres et arbustes de moins d'un an, des départs et greens des golfs est interdit de 10 heures à 20 heures.
- Le lavage des véhicules est interdit de 10 heures à 20 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- Le lavage des voies et trottoirs est interdit, en dehors de la nécessité de la salubrité publique.
- Les exploitants des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 équivalents habitants optimisent la qualité des rejets dans les eaux superficielles suivant les possibilités dont ils informent le service de Police de l'eau. Ils rendent compte à l'administration des actions engagées. À défaut d'amélioration possible de la qualité du rejet, l'exploitant en fournit les raisons à l'administration.
- La vidange des plans d'eau, de retenues, de biefs est interdite.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables, au-delà du débit minimum nécessaire pour maintenir la salubrité des biefs, sont interdits.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 20%.

Article 6 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION DE CRISE

Les dispositions suivantes s'ajoutent à celles définies aux deux articles précédents dans les communes des bassins placés en situation de crise en vertu de l'article 3 du présent arrêté :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 6 du présent arrêté sont interdits.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 6 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la

semaine. En cas de pénurie d'eau potable ou de risque d'atteinte grave aux écosystèmes aquatiques, ces prélèvements pourront être totalement interdits.

- Le lavage des véhicules est interdit, dans quelque installation que ce soit, à l'exception des véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique et pour les organismes liés à la sécurité publique.
- Les exploitants d'Installations Classées mettent en œuvre les dispositions du plan de crise prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- L'arrosage des massifs fleuris, des « greens » de golfs, des jeunes gazons implantés depuis l'automne et des jeunes arbres et arbustes de moins d'un an est interdit de 8 heures à 20 heures,
- Les exploitants des systèmes d'assainissement disposant d'une solution alternative aux rejets dans les eaux superficielles la mettent en œuvre.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux sont interdits.
- Le remplissage de tout plan d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit.

Article 7 – PRÉLÈVEMENTS CONCERNÉS

Compte tenu de la relation étroite entre la nappe des calcaires du Jurassique supérieur et les cours d'eau dans le département :

- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type A*, les prélèvements dans la nappe alluviale des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type B*, les prélèvements dans la nappe des calcaires du Jurassique supérieur dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au *type A*.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : aux prélèvements dans les cours d'eau et aux prélèvements souterrains de *type A et B* des zones d'alerte, même dispensés d'autorisation ou de déclaration ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines, ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ne s'appliquent pas :

- à l'irrigation à partir des réserves alimentées exclusivement par remplissage en période de hautes eaux avant le 1er avril, ou par ruissellement ;
- aux prélèvements d'irrigation faisant l'objet d'une autorisation dans le cadre du protocole de gestion volumétrique du bassin Yèvre-Auron ;
- aux prélèvements d'irrigation souterrains autres que ceux définis ci-dessus.

Article 8 – TOURS D'EAU

Les exploitants dont la liste est dressée en annexe 3 du présent arrêté ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues aux articles 4, 5 et 6 du présent arrêté. Ceux-ci s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la Direction Départementale des Territoires du Cher.

Article 9 – DÉROGATIONS

Des dérogations aux dispositions des articles 4, 5 et 6 pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

En particulier, les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation quant aux restrictions appliquées à l'irrigation dans le plan de crise (interdiction totale) :

- cultures fruitières et assimilées,
- cultures florales,
- pépinières,
- cultures maraîchères et légumières,
- essais de semences de maïs recherche,
- cultures de semences et de tabac,
- cultures réalisées à des fins de recherche.

Cette dérogation pourra concerner l'ensemble des restrictions (dès le plan d'alerte) pour les exploitations qui irriguent exclusivement les cultures appartenant à la liste précédente.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en annexe 4 du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

(<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>).

Les exploitations d'élevage peuvent également bénéficier d'une dérogation aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté pour l'irrigation des cultures destinées à l'alimentation des animaux de leur exploitation uniquement. La demande dûment motivée devra être effectuée auprès du service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- le numéro du cheptel
- les espèces et le nombre d'animaux alimentés

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en annexe 5 du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

Article 10 – POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de Gendarmerie et de Police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du Code de l'Environnement.

Article 11 – DURÉE DE VALIDITÉ

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2021. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

Article 12 – AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse.

L'arrêté est également consultable sur le site propluvia : <https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/>

Article 13 – EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la préfecture, les Sous-Préfets de Vierzon et Saint-Amand-Montrond, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 27 août 2021

Pour le Préfet et par subdélégation,
Le directeur départemental adjoint des territoires

Signé

Thierry Touzet

Voies et délais de Recours

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

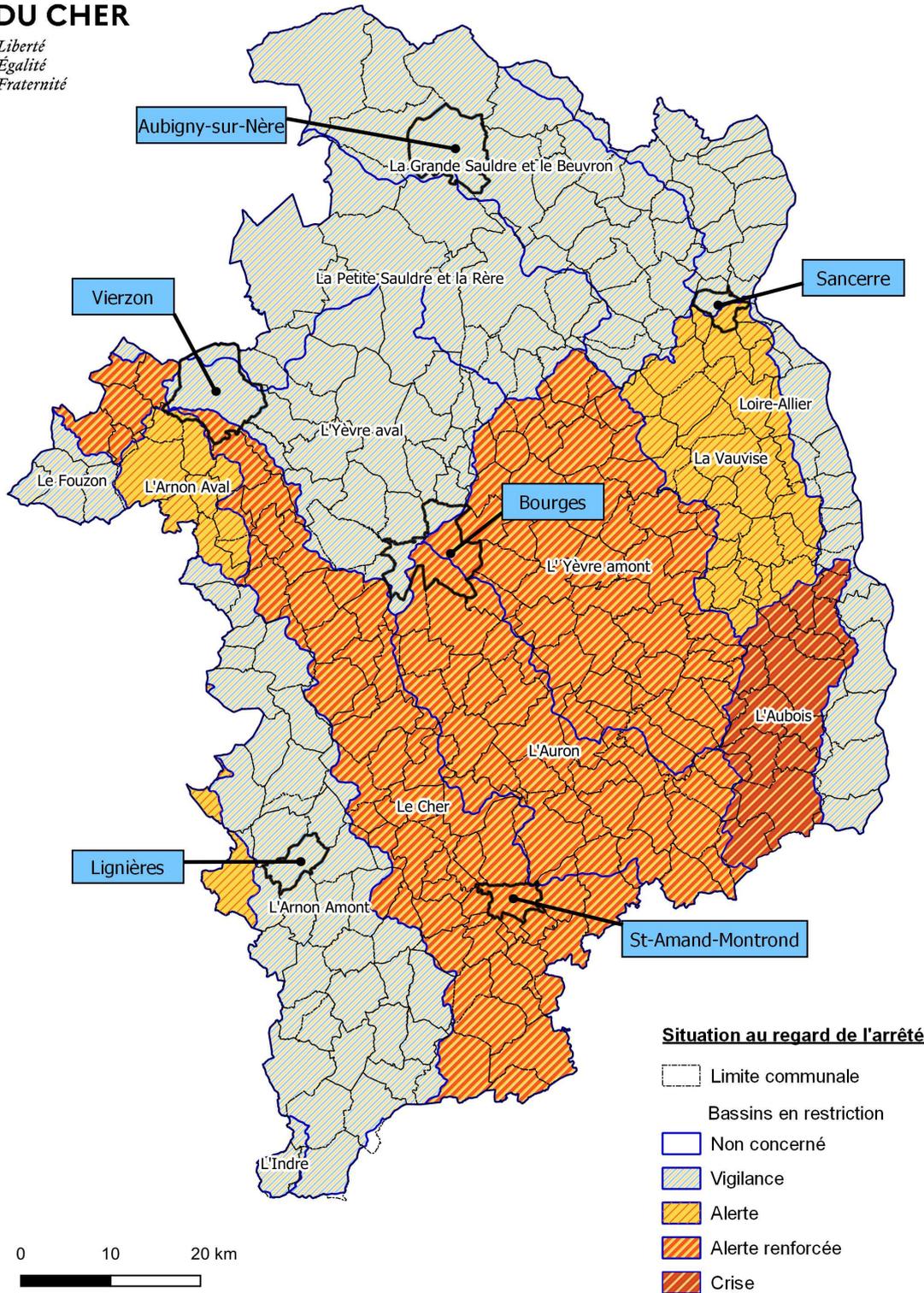
ANNEXE 1



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Bassins hydrographiques concernés par des mesures de limitation
des usages de l'eau**



ANNEXE 2

Liste des communes concernées par les mesures de restriction

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et les prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

Mesures d'alerte

Bassin de la Vauvise

ARGENVIERES	GRON	PRECY
AZY	HERRY	SAINT-BOUIZE
BEFFES	HUMBLIGNY	SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY
BUE	JALOGNES	SAINT-LEGER-LE-PETIT
CHARENTONNAY	JUSSY-LE-CHAUDRIER	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
CHASSY	LAVERDINES	SAINT-SATUR
CHAUMOUX-MARCILLY	LUGNY-CHAMPAGNE	SALIGNY-LE-VIF
COUARGUES	MARSEILLES-LES-AUBIGNY	SANCERGUES
COUY	MENETOU-COUTURE	SANCERRE
CREZANCY-EN-SANCERRE	MENETOU-RATEL	SEVRY
ETRECHY	MENETREOL-SOUS-SANCERRE	THAUVENAY
FEUX	MONTIGNY	VEAUGUES
GARDEFORT	MORNAY-BERRY	VILLEQUIERS
GARIGNY	NERONDES	VINON
GROISES	NEUVY-DEUX-CLOCHERS	

Bassin de l'Arnon aval

BRINAY	LAZENAY	SAINT-AMBROIX
CERBOIS	LIMEUX	SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE
CHERY	LURY-SUR-ARNON	SAINT-HILAIRE-DE-COURT
CHEZAL-BENOIT	MASSAY	SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES
DAMPIERRE-EN-GRACAY	MEREAU	VIERZON
LA CELLE-CONDE	NOHANT-EN-GRACAY	

Mesures d'alerte renforcée :

Bassin de l'Auron

ANNOIX	CONTRES	SAINT-DENIS-DE-PALIN
ARCAV	CROSSES	SAINT-GERMAIN-DES-BOIS
ARPHEUILLES	DUN-SUR-AURON	SAINT-JUST
AUGY-SUR-AUBOIS	GIVARDON	SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX
BANNEGON	LANTAN	SANCOINS
BESSAIS-LE-FROMENTAL	LE PONDY	SENNECAY
BLET	LEVET	SOYE-EN-SEPTAINE
BOURGES	LISSAY-LOCHY	THAUMIERS
BUSSY	MEILLANT	TROUY
CHALIVOY-MILON	NEUILLY-EN-DUN	UZAY-LE-VENON
CHARENTON-DU-CHER	PARNAV	VEREAUX
CHARLY	PLAIMPIED-GIVAUDINS	VERNAIS
CHAUMONT	SAGONNE	VERNEUIL
CHAVANNES	SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS	VORLY
COGNY	SAINT-AMAND-MONTROND	VORNAY

Bassin de l'Yèvre amont

ANNOIX
AVORD
AZY
BAUGY
BENGY-SUR-CRAON
BLET
BOURGES
BRECY
BUSSY
CHALIVOY-MILON
CHARLY
CHASSY
CHAUMOUX-MARCILLY
CORNUSSE
COUY
CROISY

CROSSES
DUN-SUR-AURON
ETRECHY
FARGES-EN-SEPTAINE
FLAVIGNY
GRON
IGNOL
JUSSY-CHAMPAGNE
LANTAN
LAVERDINES
LUGNY-BOURBONNAIS
MOULINS-SUR-YEVRE
NERONDES
NOHANT-EN-GOUT
OSMERY
OSMOY

OUROUER-LES-BOURDELINS
RAYMOND
SAGONNE
SAINT-GERMAIN-DU-PUY
SAINT-JUST
SALIGNY-LE-VIF
SAVIGNY-EN-SEPTAINE
SEVRY
SOYE-EN-SEPTAINE
TENDRON
VEREAUX
VILLABON
VILLEQUIERS
VORNAY

Bassin du Cher

AINAY-LE-VIEIL
ARCAV
ARCOMPS
ARPHEUILLES
BOURGES
BOUZAIS
BRINAY
BRUERE-ALLICHAMPS
CERBOIS
CHAMBON
CHARENTON-DU-CHER
CHAROST
CHATEAUNEUF-SUR-CHER
CHAVANNES
CIVRAY
COLOMBIERS
CORQUOY
COUST
CREZANCAY-SUR-CHER
DAMPIERRE-EN-GRACAY
DREVANT
EPINEUIL-LE-FLEURIEL
FARGES-ALLICHAMPS
FAVERDINES
FOECY
GENOUILLY
INEUIL
LA CELETTE

LA CELLE
LA CHAPELLE-SAINT-URSIN
LA GROUTTE
LA PERCHE
LAPAN
LAZENAY
LE SUBDRAY
LEVET
LIMEUX
LOYE-SUR-ARNON
LUNERY
LURY-SUR-ARNON
MARCAIS
MARMAGNE
MASSAY
MEHUN-SUR-YEVRE
MEILLANT
MEREAU
MERY-SUR-CHER
MORLAC
MORTHOMIERS
NOHANT-EN-GRACAY
NOZIERES
ORCENAI
ORVAL
PLOU
PREUILLY
PRIMELLES

QUINCY
SAINT-AMAND-MONTROND
SAINT-CAPRAIS
SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY
SAINT-FLORENT-SUR-CHER
SAINT-GEORGES-DE-POISIEUX
SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS
SAINT-HILAIRE-DE-COURT
SAINT-LOUP-DES-CHAUMES
SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX
SAINT-SYMPHORIEN
SAINT-VITTE
SAINTE-LUNAISE
SAINTE-THORETTE
SAULZAIS-LE-POTIER
SERRUELLES
THENIOUX
TROUY
UZAY-LE-VENON
VALLENAY
VENESMES
VERNAIS
VEDDUN
VIERZON
VILLENEUVE-SUR-CHER

Mesures de crise :

Bassin de l'Aubois

APREMONT-SUR-ALLIER
AUGY-SUR-AUBOIS
CHASSY
COURS-LES-BARRES
CROISY
CUFFY
GERMIGNY-L'EXEMPT
GIVARDON
GROSSOUVRE

IGNOL
JOUET-SUR-L'AUBOIS
LA CHAPELLE-HUGON
LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS
LE CHAUTAY
MARSEILLES-LES-AUBIGNY
MENETOU-COUTURE
MORNAY-SUR-ALLIER
NERONDES

OUROUER-LES-BOURDELINS
SAGONNE
SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS
SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY
SANCOINS
TENDRON
TORTERON
VEREAUX

ANNEXE 3
Tours d'eau

Bassin de l'Arnon :

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRET (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2	
EARL DE BEAUVOIR	SENY	Stanislas	Dimanche	Samedi	Dimanche			S18283006
SCEA DE DAME SAINTE	COURSEAU	Michel		Samedi		Samedi	Dimanche	F18244001-3-4
EARL DU PETIT PORT	PREVOST	Philippe		Dimanche		Samedi	Dimanche	F18124007
GAEC BONET	BONET	Pascal	Dimanche	Dimanche	Mercredi			S18148005
GAEC DOMAINE CHEVILLY	LESTOURGIE	Yves	Dimanche	Dimanche	Lundi	Dimanche	Lundi	S18134005
SCEA DES SAPINS	TUZIAK	Thierry	Jeudi	Jeudi	Vendredi			P18055003
SCEA de SERMELLES	POINTEREAU	Julien	Lundi	Lundi	Mardi			F18124015 + F18124011 + P18124002
SCEA de SERMELLES	POINTEREAU	Julien		Lundi		Lundi	Mardi	
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien	Mardi	Mardi	Mercredi			P18124014-12
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien		Mardi		Mardi	Mercredi	
SCEA DES PIERROTS	POINTEREAU	Julien	Dimanche	Samedi	Dimanche			S36195002
EARL DU BOIS DE LA BONDE	MENIGON	Jean-Jacques	Vendredi	Vendredi	Samedi			F18182005
EARL DU BOIS DE LA BONDE	MENIGON	Jean-Jacques		Vendredi		Vendredi	Samedi	F18182004-6-7

Bassin du Cher :

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRET (arrêt de 8h00 du matin au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise - Jour 1	Crise - Jour 2	
EARL TERRIER	TERRIER	Jean-Michel	Vendredi	Vendredi	Jeudi			S18073002
SCEA LES BROSSATS	BORELLO	Cécile	Lundi	Lundi	Vendredi			F18133009
SCEA MULLER	MULLER	Linda	Mardi	Mardi	Vendredi			S18221001
SCEA du BOUCHE	JULLIEN	Eric		Mardi		Mardi	Mercredi	F18073005
EARL CHAMPROY	RADERSMA	Maïke	Samedi	Samedi	Dimanche			S18133001
SCEA DE LA VERGNE	JACQUIER	Charlotte	Dimanche	Samedi	Dimanche			F18035755 / F18053536
SCEA de MANGOUE	DE MANGOUE	Edouard	Vendredi	Lundi	Vendredi			S18133002
EARL DU TONKIN	MASSON	Thibaut		Dimanche		Dimanche	Lundi	F18036006
SCEA DOMAINE GOYER	GOYER	Samuel		Dimanche		Samedi	Dimanche	F18063011
SCEA des Grands Ormes	GALLON	Christophe	Dimanche	Dimanche	Samedi			S1836001
SCEA SAINT ETIENNE	FESTA	Alessandro		Mercredi		Mercredi	Jeudi	P18157005
SCEA SAINT ETIENNE	FESTA	Alessandro	Mercredi	Mercredi	Jeudi			F18157004
EARL de VERDEAU	BURET	Frédéric	Dimanche	Dimanche	Samedi			P18036011 / F18036005
SCEA LE VIVIER	BORELLO	Cécile		Mardi		Mardi	Mercredi	F18122002-3
SCEA DU PUIITS D'IGNOUX	MOREAU	Sandra		Mercredi		Mercredi	Jeudi	F18157003
SCEA DU PRIEURE DE MANZAY	JAN	Anne		Dimanche		Dimanche	Samedi	F18237032 / F18128002
SCEA DE LAMBUSSAY	ROTINAT	Stéphane		Dimanche		Dimanche	Samedi	F18250002-3-4-5-6

Bassin du Fouzon :

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRET (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2	
EARL de la Renardière	PERROCHON	Serge		Dimanche		Dimanche	Lundi	F18103001
SCEA des Champs du Loup	GEORGES	Laurent		Samedi		Samedi	Dimanche	F18103003

Bassin des Sauldres :

Exploitation	Nom	Prénom	N° Mise	Rivière	Bief	Q (m3/s)	JOURS D'ARRET (arrêt de 8 h 00 au lendemain 8 h 00)		
							Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée Jour 2
EARL GODIN Christian	GODIN	Christian	S18067013	Canal de la Sauldre	Bief de Lauroy	100	Jeudi	Mercredi	Jeudi
SCEA BOURGOIN	BOURGOIN	Vincent	S18067002	Canal de la Sauldre	Bief de Lauroy	50	Lundi	Lundi	Mardi
GAEC DE RAINSON	BAILLY	Mickaël	S18030001	Canal de la Sauldre	Bief des Fouchères	50	Samedi	Vendredi	Samedi
GAEC de l'ETANG du PUIITS	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	S18011010	Canal de la Sauldre	Bief des fouchères	100	Dimanche	Dimanche	Lundi
GAEC de l'ETANG du PUIITS	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	S18011020	Canal de la Sauldre	Bief de la grande Planche	40	Samedi	Vendredi	Samedi
SCEA de VILLEBOIN	PELLERIN	Olivier	S18088001	La petite Sauldre		90	Vendredi	Vendredi	Samedi
SCEA DU CORMIER	DE POMMEREAU	Bertrand & Olivier	S18088002	La petite Sauldre		240	Dimanche	Dimanche	Lundi
	FOLTIER	Benoît	S18011005	La Grande Sauldre		70	Vendredi	Jeudi	Vendredi
SCEA MARTINAT MEUNIER	MEUNIER	Christian	S18015003	La Nère		50	Lundi	Lundi	Mardi
	TESTARD	Stéphane	S18015018	La Nère		75	Samedi	Vendredi	Samedi

Bassin de la Vauvise :

Exploitation	Nom	Prénom	Type	Alerte renforcée Arrêt jour 1	Crise Arrêt jour 1	Crise Arrêt jour 2	N° MISE
EARL de la Commanderie	COLIN	Cécile	B	Dimanche	Dimanche	Lundi	F18053004-5
SCEA CHAUMASSON	ELLUIN	Antoine et Philippe	B	Lundi	Lundi	Mardi	F18053001-2
SCEA du Moulin de Joigny	LECLERC	Florent	B	Samedi	Vendredi	Samedi	F1809006-7-8-9
SAS DELANOUE	DELANOUE	Thierry	B	Dimanche	Mercredi	Dimanche	F18090015-16-17
SCEA du Moulin de Marnay	FARGEAU	Maxime	B	Dimanche	Samedi	Dimanche	F180904001-2-3
SCEA FERTE	FARGEAU	Maxime	B	Dimanche	Samedi	Dimanche	F18240001

Bassin de la Loire :

Exploitation	Nom	Prénom	Numéro MISE	Rivière	Bief	Q (m³/h)	Alerte Arrêt jour 1	Alerte Arrêt jour 2	Alerte renforcée Arrêt jour 1	Alerte renforcée Arrêt jour 2	Alerte renforcée Arrêt jour 3	Alerte renforcée Arrêt jour 3,5
GAEC VERT AVENIR	DE CHAMPS	Geoffroy	S18118001	Canal latéral à la Loire	Bief de Marseilles l'Aubray	60	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Mercredi	Dimanche Après- midi
EARL DE CRILLE	DAIZE	Bernard	S18075001	Canal latéral à la Loire	Bief de Marseilles l'Aubray	210	Jeudi	Vendredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche Matin
SCEA DE DOMPIERRE	BATTEUX	Christiane	S18118004	Canal latéral à la Loire	Bief de Marseilles l'Aubray	140	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Mercredi	Dimanche Après- midi
EARL DE CRILLE	DAIZE	Bernard	S18075003	Canal de Givry	Bief de Marseilles l'Aubray	90	Jeudi	Vendredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche Matin
GAEC VERT AVENIR	DE CHAMPS	Geoffroy	S18139001	Canal latéral à la Loire	Bief de Befes l'Aubois	60	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Mercredi	Dimanche Après- midi
	AUBRUN	Brigitte	S18139002	Canal latéral à la Loire	Bief de Befes l'Aubois	70	Jeudi	Vendredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche matin
	AUBRUN	Brigitte	S18025003	Canal latéral à la	Bief de Befes l'Aubois	60	Jeudi	Vendredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche matin

	ANGELINI	Alexis	S18074001	Loire Canal latéral à la Loire	Bief de la Grange la Prée	50	Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Jeudi Après-midi
SCEA BOUET	BOUET	Jean Baptiste	S18110008 et S18110009	Canal latéral à la Loire	Bief de la Grange la Prée	120	Lundi	Mardi	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi Matin
SCEA de CHEVRETRUYE	LECLERC	Jean Pierre	S18049001	Canal latéral à la Loire	Bief de Herry Les Rousseaux	270	Mercredi	Jeudi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi Matin
	MONTAGU	Martine	S19110003	Canal latéral à la Loire	Bief de la Prée – Herry	115	Lundi	Jeudi	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi Matin
EARL LE GRAND DOMAINE	D'HARCOURT	Jacques	S18220002	Canal latéral à la Loire	Bief d'Argenvières- Befes	180	Mardi	Jeudi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi Matin
EARL LE GRAND DOMAINE	D'HARCOURT	Jacques	F18220001	Loire			Mardi	Jeudi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi Matin
SCEA DES SABLES	DE MONTALIVET	Dominique	F18110011	Loire			Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi Matin
	DE MONTALIVET	Dominique	F18110017- 18	Loire			Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi Matin
CHAUVEAU CLAUDE	CHAUVEAU	Benoit	F18074002	Loire			Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Jeudi Après Midi
CHAUVEAU CLAUDE	CHAUVEAU	Benoit	P18262001	Loire			Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Jeudi Après Midi
SCEA DE LA DIGUE	TRUFFAUX	Félix	(3 forages)	Loire			Samedi	Dimanche	Samedi	Dimanche	Mardi	Mercredi Matin
EARL SAILLARD	SAILLARD	Vincent	F18025004	Loire			Mardi	Mercredi	Mardi	Mercredi	Samedi	Dimanche Matin
EARL SAILLARD	SAILLARD	Vincent	F18025001-2- 3	Loire			Samedi	Dimanche	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi Matin

Somme des débits sur le bief de Marseilles l'Aubray :

Jour d'arrêt	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche matin	Dimanche après-midi
Q (m ³ /s) :	200	200	200	210	210	210	210	200

Somme des débits sur le bief de la Grange le Prée :

Jour d'arrêt	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi matin	Jeudi après-midi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Q (m ³ /s) :	120	120	120	120	50	50	50	50

Somme des débits sur le bief de l'Aubois:

Jour d'arrêt	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche matin	Dimanche après-midi
Q (m ³ /s) :	60	60	60	130	130	130	130	60

ANNEXE 4

Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) :

.....

.....

Type d'irrigation / matériel :

aspersion / enrrouleur

aspersion / pivot

localisée / goutte à goutte

Type de culture :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières |
| <input type="checkbox"/> cultures florales | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche |
| <input type="checkbox"/> pépinières | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac |
| | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

- | |
|---|
| <input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation dès le plan d'alerte. |
| <input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise. |

Préciser :

culture	surface concernée (ha)	nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		juillet	août	septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

ANNEXE 5

Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021 : Éleveurs

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du (ou des) point(s) de prélèvements concerné(s) :
.....
.....

Numéro de cheptel :

Espèce et nombre d'animaux alimentés :
.....

Type d'irrigation / matériel : Aspersion / enroueur
 Aspersion / pivot
 localisée / goutte à goutte

Description des cultures objet de la demande :

Cultures	Surface concernées (ha)	Référence cadastrale	Nombre d'irrigations prévues et volumes estimé

Joindre un extrait cartographique localisant les parcelles concernées

Ces cultures sont destinées à l'alimentation des animaux de mon exploitation et sont les seules cultures irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021

ou

J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 : j'ai bien pris note que la dérogation que je sollicite ne sera accordée que pour les seules parcelles que je cultive en vue de l'alimentation des animaux de mon exploitation.

Date :

Signature :

Direction Départementale des Territoires 18

18-2021-08-27-00004

AP DDT-2021-220 réglementant pour 2021 les
prélèvements pour l'irrigation dans le bassin
versant Yèvre amont, Auron, Airain, Rampennes,
Colin, Ouâtier, Langis

Arrêté N°DDT – 2021 - 220

réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 211-66 portant application de l'article L. 211-3 relatif à la limitation et à la suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-0726 du 19 juin 2019, modifiant l'arrêté préfectoral n°2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2014-1-0309 du 25 avril 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Yèvre Auron,

Vu l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0004 du 07 janvier 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-044 du 1^{er} mars 2021 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-457 délivrant homologation du plan annuel de répartition des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le bassin Yèvre-Auron à AREA BERRY

Vu l'arrêté n°2021- 504 réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes

Vu l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-211 réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-219 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher,

Considérant que les prélèvements d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont susceptibles à certaines époques de l'année d'affecter les ressources disponibles, et nécessitent,

autant pour la préservation de la santé publique, de la salubrité publique que pour la protection des écosystèmes aquatiques, que des mesures de restrictions soient prises,

Considérant que le débit de l'Ouatier mesuré à Moulins sur Yèvre est toujours compris entre son seuil d'alerte et son seuil d'alerte renforcée,

Considérant que les débits de l'Auron à Bourges et de l'Yèvre amont à Savigny en Septaine sont compris entre leur seuil d'alerte renforcée et leur seuil de crise respectifs,

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

ARRETE :

Article 1 - Constatations

Les débits mesurés aux stations ci-dessous sont inférieurs à leur seuil d'alerte, alerte renforcé ou crise définis par la disposition 1.2.2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron depuis au moins trois jours consécutifs à la date de la mesure :

Cours d'eau et station	Bassin versant	Inférieur au seuil :	Débit constaté
L'Auron à Bourges	Auron, Airain, Rampennes	Alerte renforcée	0,26 m ³ /s le 25 août 2021
Yèvre amont à Savigny en Septaine	Yèvre amont	Alerte renforcée	0,06 m ³ /s le 25 août 2021
Ouatier à moulins-sur-Yèvre	Colin Ouatier Langis	Alerte	0,13 m ³ /s le 25 août 2021

Article 2 – Réduction

Sur le bassin de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, et de l'Yèvre amont les volumes individuels prélevables « été » n'ayant pas été utilisés à la date de signature du présent arrêté sont réduits de 50 %.

Article 3 – Dérogations

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service chargé de la police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

Seules les exploitations qui irriguent exclusivement des cultures appartenant à la liste ci-dessous sont susceptibles de se voir accorder une telle dérogation :

- cultures fruitières et assimilées,
- cultures florales,
- pépinières,
- cultures maraîchères et légumières,
- essais de semences de maïs recherche,
- cultures de semences et de tabac.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande doit être formulée au moyen du formulaire en annexe 1 du présent arrêté et est disponible sur le site internet des services de l'État :

<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>

Les exploitations d'élevage peuvent également bénéficier d'une dérogation aux mesures du plan de crise pour l'irrigation des cultures destinées à l'alimentation des animaux de leur exploitation uniquement. La demande dûment motivée devra être effectuée auprès du service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- le numéro du cheptel
- les espèces et le nombre d'animaux alimentés

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en annexe 2 du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

Article 4 – Poursuites pénales et sanctions

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de Gendarmerie et de Police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du Code de l'Environnement.

Article 5 – Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2021. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

Article 6 – Affichage

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application.

Article 7 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 27 août 2021

Pour le Préfet et par subdélégation,
Le directeur départemental adjoint des territoires

Signé

Thierry Touzet

Voies et délais de Recours

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télécours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Annexe 1

Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) :
.....
.....

Type d'irrigation / matériel : aspersion / enroueur
 aspersion / pivot
 localisée / goutte à goutte

Type de culture :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières |
| <input type="checkbox"/> cultures florales | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche |
| <input type="checkbox"/> pépinières | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac |
| | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

- | |
|---|
| <input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation dès le plan d'alerte. |
| <input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise. |

Préciser :

culture	surface concernée (ha)	nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		juillet	août	septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.
- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

ANNEXE 2

Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021 : Éleveurs

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du (ou des) point(s) de prélèvements concerné(s) :
.....
.....

Numéro de cheptel :

Espèce et nombre d'animaux alimentés :
.....

Type d'irrigation / matériel : Aspersion / enrouleur
 Aspersion / pivot
 localisée / goutte à goutte

Description des cultures objet de la demande :

Cultures	Surface concernées (ha)	Référence cadastrale	Nombre d'irrigations prévues et volumes estimé

Joindre un extrait cartographique localisant les parcelles concernées

Ces cultures sont destinées à l'alimentation des animaux de mon exploitation et sont les seules cultures irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021

ou

J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 : j'ai bien pris note que la dérogation que je sollicite ne sera accordée que pour les seules parcelles que je cultive en vue de l'alimentation des animaux de mon exploitation.

Date :

Signature :